



# Mythes et réalités du Patriot act

**Garance MATHIAS**  
Cabinet d'Avocats Mathias



Web: [www.avocats-mathias.com](http://www.avocats-mathias.com)

Twitter: @GaranceMathias



## • Un peu d'histoire...

- ❖ 14 Septembre 2001: déclaration d'état d'urgence nationale par le Président George W. Bush à la suite des attentats
- ❖ Le Président demande au Congrès une habilitation pour déclarer la guerre à un ennemi non clairement identifié: le « *mal* », la « *terreur* », les « *terroristes* ».
- ❖ Contrairement à la plupart des Constitutions européennes qui ont « *constitutionnalisés* » la lutte contre le terrorisme, la Constitution des Etats-Unis ne prévoit pas l'application d'un régime d'exception
- ❖ 18 Septembre 2001: le Congrès autorise le chef de l'exécutif à faire usage de « *toute force nécessaire et appropriée* »



## • Un peu d'histoire... (suite)

### ❖ 24/25 Octobre 2001

- Adoption à une écrasante majorité par la Chambre des représentants et le Sénat du USA PATRIOT ACT

### ❖ Nouvelle prorogation du *Patriot Act* avec un vote du Congrès, sans modifications, le 26 mai 2011 (jusqu'en juin 2015)

### ❖ A la suite de l'affaire Snowden, débats en cours



- *Uniting and Strengthening American by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act of 2001 (dit Patriot Act) :*
  - ❖ Objectif: modifier les conditions selon lesquelles certaines autorités d'investigation américaine peuvent solliciter la communication de données détenues par les entreprises ou leurs prestataires.
  - ❖ Modification d'une quinzaine de lois fédérales
    - Notamment la loi de surveillance d'intelligence étrangère (*Foreign Intelligence Surveillance Act* de 1978 – dit FISA)



- Champ d'application du Patriot Act limité à deux domaines d'investigation spécifiques:
  - ❖ le terrorisme;
  - ❖ l'espionnage international.

Seules les données appartenant à une personne physique ou morale impliquée directement ou indirectement dans ces types d'activités illicites peuvent faire l'objet d'une demande de communication sur le fondement de ce texte.



- Section 802 du Patriot Act:
  - ❖ Définition large du terrorisme:
    - Toute activité mettant en danger des vies humaines sur le territoire national et visant à intimider la population civile ou infléchir la politique du gouvernement par le biais de destruction massive, d'assassinats ou d'enlèvements
  - ❖ Possible utilisation dans le cadre d'affaires de droit commun



- **Les données susceptibles d'être requises par les autorités américaines sur le fondement du Patriot Act peuvent être distinguées en deux catégories:**
  - ❖ **la section 215 du Patriot Act liste les données de contenu suivantes (FISA Order) :**
    - livres,
    - registres,
    - papiers,
    - documents et autres éléments, ce qui inclut les données et fichiers électroniques
  - ❖ **la section 505 du Patriot Act liste les données de connexion suivantes (NSL) :**
    - nom,
    - adresse,
    - durée du service,
    - des données de facturation



- Le contrôle du juge américain intervient soit préalablement, soit postérieurement à la délivrance de la réquisition selon la nature des données recherchées:
  - ❖ Données de contenu (section 215): autorisation préalable (Foreign Intelligence Surveillance Court)
  - ❖ Données de connexion (section 505): réquisition sans autorisation préalable du juge.
    - Après réception de la réquisition: possible recours pour l'entreprise visée afin de contester la légalité de la demande.





- Section 215 assortie de la clause dite du « bâillon » (« *gag* » *order*)
  - ❖ Empêche la personne ayant reçu un *FISA Order* de divulguer toute information quant à cette procédure.
  - ❖ A titre d'illustration, un prestataire cloud ne pourrait pas informer ses clients qu'il a transmis des données leur appartenant au FBI.



- Problématiques liées au Patriot Act

- ❖ Fortement attentatoire aux libertés fondamentales sans garanties procédurales suffisantes
- ❖ Durée de l'application : quasiment du droit commun



- Les Etats-Unis sont-ils les seuls à permettre des entraves aux droits fondamentaux ?
- Quid de la LOPSSI 2 et de la LPM ?



- Projet de loi de programmation militaire 2014 - 2019
  - ❖ Fait suite au Livre Blanc de la défense et la sécurité nationale de 2013
    - *"La Cybersécurité est l'une des priorités de notre stratégie de défense et de sécurité nationale pour se protéger d'une attaque informatique majeure pouvant désormais constituer un véritable acte de guerre"*



- **Projet de loi de Programmation Militaire**
  - ❖ **Article 13 vivement débattu:**
    - « (...) les informations ou documents mentionnés à l'article L. 246-1 peuvent être recueillis sur sollicitation du réseau et transmis **en temps réel** par les opérateurs aux agents mentionnés au I de l'article L. 246-2 ».
  - ❖ **Auprès de qui ?**
    - « (...) des opérateurs de communications électroniques et des personnes mentionnées à l'article L. 34-1 du code des postes et des communications électroniques ainsi que des personnes mentionnées aux 1 et 2 du I de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique ».
  - ❖ **Quels documents ?**
    - « (...) des informations ou documents traités ou conservés par leurs réseaux ou services de communications électroniques, y compris les données techniques relatives à l'identification des numéros d'abonnement ou de connexion à des services de communications électroniques, au recensement de l'ensemble des numéros d'abonnement ou de connexion d'une personne désignée, à la localisation des équipements terminaux utilisés ainsi qu'aux communications d'un abonné portant sur la liste des numéros appelés et appelant, la durée et la date des communications. »



**Merci de votre attention**

Web: [www.avocats-mathias.com](http://www.avocats-mathias.com)

Twitter: @GaranceMathias